

DES AUGMENTATIONS DE PRIX SONT ANNONCÉES EN 2016

Le pouvoir d'achat des Algériens sera menacé

D'importantes augmentations de prix, notamment pour les carburants et l'électricité, sont annoncées pour l'année prochaine. Une taxation davantage élevée qui, couplée à l'inflation galopante, ne rendra le pouvoir d'achat des Algériens que fortement menacé, laminé.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Augmentations. Révisions à la hausse. Des termes qui marqueront fortement le discours des pouvoirs publics, et donc, des citoyens, durant les prochains mois. En effet, des augmentations de prix, de tarifs sont annoncées pour l'année prochaine.

Des hausses qui concerneront principalement les prix des carburants et les tarifs de l'électricité. Selon le projet de loi de finances pour 2016, adopté par le gouvernement début septembre dernier et dont une copie a été rendue publique, les prix des carburants (essences et gasoil) augmenteront sensiblement.

Hausse de la taxation des carburants

En effet, ce projet prévoit la révision à la hausse des tarifs de la taxe sur les produits pétroliers (TPP), dans le but de générer de nouvelles recettes fiscales et permettre de compenser le déficit budgétaire. Fixée actuellement à 1 dinar le litre pour l'ensemble des carburants, la TPP augmenterait ainsi à 2,91 dinars le litre pour les essences (normale, super et sans plomb) et à 2,91 dinars pour le diesel.

Outre la TPP, la hausse concernera également la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui devrait augmenter à 17% pour le gasoil. Ce qui, couplé à la hausse de la TPP, induirait un prix à la pompe de l'ordre de 17,75 dinars pour le diesel. Dans le cas où la TVA serait maintenue à 7% pour ce carburant, le prix augmenterait un peu moins, à hauteur de 15 dinars le litre.

La carburation au diesel sera également plus chère. En effet, le projet de loi de finances pour 2016 prévoirait une taxe d'assurance pour les véhicules diesel d'une valeur de

1 000 dinars jusqu'à une puissance de 5 CV et de 2 000 dinars pour les puissances supérieures.

Le portefeuille des conducteurs fortement sollicité

Or, dans la mesure où une partie importante du parc automobile, même renouvelé, carbure au gasoil, et que la carburation essence sera également affectée par le réajustement, l'augmentation des prix impactera donc, et fortement le portefeuille des Algériens. Ceci, outre le fait que les distributeurs et prestataires de services solliciteront encore l'amélioration de leur marge bénéficiaire.

Ainsi, les conducteurs devront dépenser plus pour pouvoir carburer, ce qui grèvera le budget d'un couple, voire de toute la famille. Une augmentation des prix des carburants qui se traduira directement par l'augmentation des tarifs de transport urbain, les conducteurs devant répercuter la hausse des charges qui sera induite. Et ce, sans omettre les répercussions sur les autres moyens de transport.

Vers davantage d'inflation

Autre impact, la hausse attendue, voire la flambée des prix des produits de consommation, notamment agricoles, en raison de l'augmentation des charges pour les transporteurs, les distributeurs, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement... Certes, les prix des produits alimentaires subventionnés devraient rester tels quels, l'exécutif ne semblant pas vouloir remettre en cause l'actuelle politique sociale (transferts sociaux, soutien et subventions de prix) malgré son coût élevé et son inefficacité avérée.

Cependant la hausse des charges de transport, et donc celle

des coûts de revient et de production représentera une contrainte difficilement surmontable pour l'exécutif et qu'il devra chercher à résorber. Ce qui impactera d'une manière ou d'une autre le pouvoir d'achat des Algériens.

L'électricité sera aussi chère

Et un pouvoir d'achat qui subira le contrecoup d'une autre révision à la hausse, celles de la TVA pour l'électricité. Certes, l'exécutif n'évoque nullement la modification des tarifs de l'électricité, appliqués depuis 2006 et inchangés au détriment des équilibres financiers du principal opérateur énergétique (Sonelgaz).

Toutefois, l'augmentation prévue de la TVA à 17% pour toute consommation d'électricité dépassant les 125 kilowattheure (kWh), le projet de loi maintenant le taux réduit de 7% pour la consommation inférieure à 125 kWh, traduit de manière implicite le réajustement des tarifs gelés durant une décennie (fixés à 4,37 dinars le kWh). Ce qui sera perceptible dans la facture trimestrielle, en notant que celle-ci atteint en moyenne les 2 500 à 4 000 dinars pour une famille moyenne et à consommation modérée. Une dépense qui est néanmoins aggravée par la forte consommation d'énergie due à l'utilisation de climatiseurs en période caniculaire et de chaudières électriques. Et ce, dans le contexte où le parc immobilier est en voie de renouvellement même si l'utilisation de modes écologiques et rationnels pour l'éclairage et le chauffage reste encore faible.

Or, en taxant davantage un niveau de consommation énergétique auquel les Algériens ne sont pas tous étrangers, les promoteurs de la LF 2016 omettent néanmoins l'impact qui en résultera sur les coûts de production et de revient.

D'autres augmentations sont attendues

Des coûts de revient qui seront appelés certainement à augmenter et

**Faire le plein de carburant coûtera plus cher.**

qui impliqueront que les prix de vente des produits de consommation notamment augmenteront. Soit une charge plus lourde pour le budget des Algériens, tant citoyens qu'opérateurs économiques.

D'autres augmentations sont également prévues, s'agissant des taxes d'habitation et autres mais aussi concernant les vignettes automobiles (des hausses allant de 500 dinars à 18 000 dinars selon le type, la cylindrée et l'âge des véhicules), la taxe intérieure de consommation (TIC) imposée sur les achats et les importations de plusieurs produits, notamment les tabacs et allumettes, ainsi que l'accès à l'internet mobile, la téléphonie mobile et l'acquisition d'équipements informatiques...

Des risques pour la paix sociale

En somme, l'année 2016 sera marquée par des augmentations assez sensibles, certes induites par la chute des revenus du pays et la

nécessité de trouver des palliatifs au manque d'imagination des pouvoirs publics, mais cependant contraignantes pour le pouvoir d'achat des Algériens.

Des augmentations qui entreront en vigueur malgré les velléités de certains parlementaires à réagir et à proposer des amendements au projet de LF et en dépit de leur impact négatif sur le plan de la cohésion, de la paix sociale.

Encore insuffisant, malgré certaines revalorisations salariales concédées durant la décennie écoulée mais rendues inopérantes par l'inflation, le pouvoir d'achat des Algériens, au moins celui de la grande majorité, sera encore affaibli.

Il sera en effet laminé par cette taxation élevée, une inflation assez galopante et difficilement maîtrisable dans le contexte de dépréciation du dinar et de ses répercussions directes sur les coûts à l'importation.

C. B.**DÉCADENCE DES STOCKS DE PÉTROLE BRUT AMÉRICAINS**

Quel impact sur la crise énergétique ?

La surabondance de l'offre constitue la cause majeure de la crise énergétique actuelle, déclenchée depuis juin 2014. Cependant, d'après les chiffres rendus publics mercredi dernier par le Département américain de l'Énergie (DOE), le fléchissement des stocks de pétrole brut aux Etats-Unis élève le prix du baril de «light sweet crude» (WIT) pour livraison en novembre à 46,39 dollars.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Le jeu d'acteurs sur le marché pétrolier n'est pas exclusivement déterminé par les producteurs (Opep, Etats-Unis et autres petits exportateurs) : le rythme de consommation des pays demandeurs détermine autant de pouvoir sur les prix des hydrocarbures, si ce n'est l'élément déterminant de leur fluctuation.

Outre l'offre et la demande, l'équilibre de la balance est fortement soumis au contexte géopolitique et à l'environnement international, d'autant plus que la situation actuelle n'est pas des plus stables.

Cela dit, le fléchissement de la demande chinoise de plus de 40% a extrêmement influencé la chute des prix du pétrole ces derniers mois sur-

tout que la cadence de production a été maintenue à son niveau par les compagnies pétrolières.

Un ralentissement mitigé

Conformément aux dernières données publiées par le Département américain de l'Énergie (DOE), les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis chutent de 1,9 million de barils pour atteindre un seuil de 454 millions de barils. Un chiffre bien supérieur aux prévisions de l'agence Bloomberg (1,25 million de barils) et nettement inférieure à celles de la fédération professionnelle American Petroleum Institute (API) ayant prévu un affaissement de 3,7 millions de barils !

**Les stocks américains de pétrole brut chutent de 1,9 million de barils.**

Par ailleurs, ce constat demeure assez mitigé dans la mesure où le DOE relève une augmentation de 1,4 million de barils d'essence et un déclin des produits distillés de 2,1 millions de barils. D'autre part, il est à noter que les stocks enregistrent une

hausse considérable de 26% par rapport à la même période de l'année dernière. De plus, la production américaine tente de revenir à son rythme habituel pour couvrir cet écart de stocks avoisinant les deux millions de barils.

Les stocks d'essence ont, quant à eux, augmenté de 1,4 million de baril avec une augmentation de 4% et les stocks de produits distillés régressent de 2,1 millions de barils, soit une hausse de 18,01%, en référence à 2014 pour la même période.

Portée de la baisse de l'offre américaine

Selon la même source, cette baisse d'offre coïncide avec la légère reprise du prix du baril WIT pour livraison en novembre de trois cents, pour s'élever à un montant de 46,39 dollars mercredi dernier à 21h16 GMT.

Cette légère reprise ne réjouit pas autant les experts et analystes considérant le contexte géopolitique très mouvementé : entre le retour de l'Iran sur la scène pétrolière, les indices alarmants de l'activité manufacturière chinoise, le prolongement de la récession européenne et la versatilité de l'environnement sécuritaire.

Effectivement, rétablir le 100 dollars le baril n'est pas l'affaire de demain !

N. B.